

Assemblée réunie
de la Commission communautaire commune

Séance plénière
du vendredi 17 janvier 1992

SEANCE DU MATIN

SOMMAIRE

	Pages
EXCUSE	52
PROJET D'ORDONNANCE:	
Projet d'ordonnance relatif aux établissements hébergeant des personnes âgées	52
Discussion générale. — <i>Orateurs</i> : Mme Payfa, rapporteur, MM. Stalport, Hasquin, Duponcelle, Mmes Schoenmakers-Clerckx, Willame, M. Cauwelier, Mmes Payfa, Huytebroeck, MM. Grijp, membre du Collège réuni compétent pour la Politique d'Aide aux personnes, Gosuin, membre du Collège réuni compétent pour la Politique d'Aide aux personnes	52
Discussion des articles	61

Verenigde Vergadering van
de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

Plenaire vergadering
van vrijdag 17 januari 1992

OCHTENDVERGADERING

INHOUDSOPGAVE

	Blz.
VERONTSCHULDIGD	52
ONTWERP VAN ORDONNANTIE:	
Ontwerp van ordonnantie betreffende inrichtingen die bejaarden huisvesten	52
Algemene bespreking. — <i>Sprekers</i> : mevrouw Payfa, rapporteur, de heren Stalport, Hasquin, Duponcelle, de dames Schoenmakers-Clerckx, Willame, de heer Cauwelier, de dames Payfa, Huytebroeck, de heren Grijp, lid van het Verenigd College bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan personen, Gosuin, lid van het Verenigd College bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan personen	52
Artikelsgewijze bespreking	61

PRESIDENCE DE M. POULLET, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER POULLET, VOORZITTER

— *La séance est ouverte à 9 h 35.*

De vergadering wordt geopend om 9 u. 35.

M. le Président. — Je déclare ouverte la séance plénière de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune du vendredi 17 janvier 1992 (matin).

Ik verklaar de plenaire vergadering van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van vrijdag 17 januari 1992 geopend (ochtend).

EXCUSE — VERONTSCHULDIGD

M. Michel Lemaire (raisons familiales).

PROJET D'ORDONNANCE RELATIF AUX ETABLISSEMENTS HEBERGEANT DES PERSONNES AGEES

Discussion générale

ONTWERP VAN ORDONNANTIE BETREFFENDE INRICHTINGEN DIE BEJAARDEN HUISVESTEN

Algemene bespreking

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, l'ordre du jour appelle la discussion générale du projet tel qu'adopté par la commission

Dames en Heren, aan de orde is de algemene bespreking van het ontwerp van ordonnantie zoals door de commissie aangenomen.

La discussion générale est ouverte.

De algemene bespreking is geopend.

La parole est à Mme Payfa, rapporteur.

Mme Payfa, rapporteur. — Monsieur le Président, la Commission des Affaires sociales s'est réunie les 9 et 30 octobre et le 4 décembre pour examiner le projet d'ordonnance relatif aux établissements hébergeant des personnes âgées.

Il est clair, comme l'ont souligné les membres du Collège en commission, que cette ordonnance répond à un besoin urgent en ce domaine.

Le vieillissement important de la population résidant dans les maisons de repos entraîne un besoin accru en matière d'accompagnement, d'encadrement et de soins.

Actuellement, de nombreuses maisons de repos ne sont pas adaptées. Il est dès lors nécessaire d'imposer certaines normes auxquelles doivent répondre les institutions qui accueillent les personnes âgées.

Le projet d'ordonnance qui vous est proposé vise à modifier la loi de 1966 sur les maisons de repos en élargissant son champ d'application et en renforçant les normes d'agrément des établissements.

Le projet définit tout d'abord certaines notions nécessaires à son application. Il concerne: les personnes âgées de 60 ans au moins; les établissements publics et privés tels que maisons de repos, de retraite, mais aussi les seniorités, les flats, les «résidences services» et les complexes résidentiels proposant des services. Il vise aussi le gestionnaire, le directeur dont les capacités professionnelles et les qualités humaines seront vérifiées, la section des institutions et des services pour personnes âgées du Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes, le bourgmestre de la commune où est situé l'établissement concerné et qui devra veiller à la sécurité des établissements, mais également tenir un registre dans lequel la situation de l'agrément de chaque maison sera clairement établie.

Le texte qui vous est proposé traite ensuite de l'agrément des établissements qui doivent répondre à certaines normes, des conditions de fermeture et des recours possibles introduits auprès d'une commission de recours présidée par un magistrat. Il y est également question de l'inspection, des dispositions pénales et de police administrative et des dispositions finales et transitoires.

Lors de la discussion générale, certaines questions importantes ont été soulevées notamment en ce qui concerne le champ d'application du projet d'ordonnance, l'état de la situation actuelle, la qualification des gestionnaires, l'option de fermeture ou encore l'harmonisation des normes entre les Communautés.

Le débat fut très enrichissant et je vous propose de vous référer au rapport écrit pour les nuances apportées par chacun des commissaires et souvent basées sur des expériences vécues.

Un souci majeur a animé tous les commissaires: veiller à protéger la personne âgée tout en garantissant son autonomie et ses libres choix.

Lors de la discussion des articles, certains amendements ont été apportés afin de définir de manière plus précise l'ensemble des types de maisons de repos pour personnes âgées et afin de couvrir tous les types d'hébergement dont les services et le logement seraient fournis à titre onéreux.

L'ensemble du projet a été adopté par 11 voix et 1 abstention.

M. le Président. — La parole est à M. Stalport.

M. Stalport. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, Chers Collègues, depuis toujours, la situation des personnes âgées a été au cœur des préoccupations des militants et mandataires de notre parti.

Militants de notre parti parce que ce n'est pas sans fierté que ceux-ci revendiquent d'avoir fondé et développé dans notre pays un régime d'assurance vieillesse que l'Europe nous envie.

Mandataires de notre parti parce que ceux-ci ont toujours eu une attention particulière pour le statut social de la personne âgée. Je n'en veux pour preuve que le rétablissement récent de la liaison des pensions au bien-être ces trois dernières années.

La politique du troisième âge doit être cependant menée dans un contexte social global qui intègre aussi la situation de personnes âgées contraintes par les aléas de la vie à l'hébergement dans un établissement spécialisé.

Qu'on le veuille ou non, cette problématique se pose à Bruxelles avec une acuité certaine puisque notre Région compte plus de 175 000 personnes de plus de 65 ans soit 17,5 p.c. de notre population, nettement plus d'ailleurs qu'en Wallonie ou en Flandre.

On constate aussi un glissement des catégories d'âges vers les personnes plus âgées. L'expansion de ce que l'on nomme le quatrième âge a évidemment des conséquences importantes à tous les niveaux, du financement de l'assurance vieillesse aux conditions d'un hébergement rendu souvent nécessaire par l'assistance matérielle et morale à apporter à ces personnes.

La maison de repos, autrefois lieu de simple hébergement, a tendance à se transformer en un établissement comprenant également un service de soins au sens le plus large du terme.

Cette évolution devrait à elle seule attirer l'attention de notre Région et de notre Assemblée. Il faut, hélas, constater que l'essor des maisons de repos n'est pas seulement lié à la rencontre de ce besoin mais qu'il est aussi la manifestation de l'intérêt pas toujours recommandable de certains qui veulent, permettez-moi l'expression, «faire du fric» sur le dos de ces personnes souvent fragilisées.

C'est ainsi qu'en 1989, j'avais eu l'occasion d'exposer devant vous la situation de plusieurs maisons de repos sur base de rapports d'inspection particulièrement accablants. Quelques jours plus tard, l'une de ces maisons était victime d'un sinistre causé par un manque élémentaire de sécurité et d'hygiène. C'est vous dire l'urgence qu'il y avait à revoir en la matière une réglementation obsolète mais surtout inapplicable aux cas d'abus flagrants.

C'est donc dans cet esprit que notre groupe souscrit entièrement au projet d'ordonnance, amendé en commission, que nous présente l'Exécutif.

Quatre éléments particuliers nous semblent devoir être relevés:

1. Le champ d'application de la réglementation nouvelle est étendu à tous les établissements hébergeant des personnes âgées, quelle que soit leur dénomination.

2. Le principe de l'agrément est maintenu et conditionné par des normes nouvelles telles que la qualification professionnelle du personnel de direction.

3. Le respect de la personne âgée, grâce à une transparence dans les critères d'admission, aux obligations en matière de soins au sens large du terme, à la surveillance des conventions liant les gestionnaires aux personnes âgées.

4. Enfin, l'établissement d'une procédure de fermeture. Non que nous soyons pour des mesures générales et massives de fermeture de maisons de repos sur base de réglementations tatillonnes, mais il est de notoriété publique aujourd'hui dans ce secteur que la procédure de fermeture actuellement en vigueur est inapplicable, sauf après des mois voire des années de procédure. Il en résulte donc de fait une impunité inadmissible.

Bien sûr, nous insistons, comme d'autres Collègues, sur le fait de ne pas recourir de manière intempestive à cette procé-

sure et sur la nécessité de veiller au reclassement des personnes âgées. Mais il n'en demeure pas moins que la fermeture ou le retrait d'agrément doivent être pour certains une réelle épée de Damoclès.

Au-delà des questions de fond, permettez-moi aussi d'attirer votre attention particulière sur le caractère de cette réglementation dans le cadre du bicommunautaire — applicable à toute maison de repos ou établissement assimilable à une maison de repos qui n'aurait pas fait de déclaration d'appartenance à l'une ou l'autre communauté. Elle servira aussi de moyen juridique de poursuites contre ceux que je qualifierai de «clandestins» du système. Nos services d'inspection devront donc être également particulièrement attentifs à cet aspect des choses.

Enfin, avant de conclure, je voudrais attirer l'attention de l'Exécutif sur une question abordée en commission et déjà relevée par le rapporteur, et qui présente manifestement un intérêt qui dépasse celui du présent projet d'ordonnance. Il s'agit de la compétence de notre Assemblée d'instituer des peines et, surtout, de confier aux tribunaux le pouvoir de prononcer des sanctions, notamment administratives.

Compte tenu de l'urgence à apporter au règlement de ce dossier et, permettez-moi de le dire avec un certain sourire, des débats homériques qui risquent de s'ensuire dans les milieux juridiques, il nous paraît opportun de maintenir le texte tel qu'adopté en commission. L'accessoire ne doit pas prendre la place du principal. Mais pour l'avenir, il serait opportun que l'Exécutif analyse la question de manière à présenter des textes qui donnent aux conseillers toute assurance quant à leur application effective.

En conclusion de cette intervention, Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, Chers Collègues, c'est avec l'intérêt qu'il mérite que notre groupe apporte son soutien à ce projet d'ordonnance. Il y avait en effet urgence. La révolution industrielle qui a engendré notre société est, que nous le voulions ou non, implacable pour ceux qui ne produisent pas directement de richesses. Elle en a confié la charge aux pouvoirs publics et rêver d'une société où se retrouvent des solidarités familiales plus étroites me paraît relever de l'utopie.

Dès lors, quels que soient nos sentiments à cet égard, il nous revient, comme responsables politiques, de veiller à ce que ce rôle soit rempli. Ce n'est pas seulement la dignité des personnes âgées qui est en cause. C'est aussi la nôtre. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — La parole est à M. Hasquin.

M. Hasquin. — Monsieur le Président, le PRL se réjouit des objectifs de l'ordonnance relative aux établissements hébergeant des personnes âgées. Je tiens, en effet, à rappeler que les libéraux ont toujours été soucieux de la qualité de la vie et ont constamment placé l'aspect social de la politique parmi leurs préoccupations essentielles.

Ce sont en effet les libéraux qui furent les premiers à se préoccuper de vouloir mettre un terme aux trop nombreux abus qui régnaient dans les maisons de repos accueillant des personnes âgées. Ils furent les instigateurs de l'arrêté adopté par la Communauté française en 1984, visant le contrôle des maisons de repos. Le projet de cet arrêté a d'ailleurs été baptisé «le projet Monfils».

Plus récemment, lors des assises libérales bruxelloises qui se sont tenues le 20 avril 1991, la Commission des Affaires sociales que je présidais, s'était penchée, entre autres, sur les établissements accueillant des personnes âgées, et avait

préconisé une série de mesures qui figurent dans le projet d'ordonnance qui va être voté aujourd'hui.

Je ne prendrai que trois exemples. D'abord, trop d'établissements ont été assimilés à des entreprises à but lucratif, où le bien-être psychologique et physique des pensionnaires n'était pas pris en considération. Les libéraux souhaitaient que l'on impose des mesures afin d'éviter que l'on puisse contourner la législation et afin de pouvoir ainsi mettre fin aux abus.

Ensuite, il est un fait que la fonction de dirigeant d'une institution accueillant des personnes âgées est complexe et requiert des connaissances dans divers domaines. Là aussi, afin d'éviter les abus, les libéraux estimaient qu'il était impératif de fixer le niveau minimum des connaissances utiles à cette fonction, à l'instar de la mesure adoptée par la Communauté française qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1991.

Enfin, afin de faire bénéficier les maisons de repos en attente de décision des avantages liés à l'intervention de l'INAMI, il semblait indispensable aux libéraux d'accorder une prolongation du titre d'agrément.

Ces conditions sont remplies par le projet d'ordonnance qui nous est soumis.

Puisqu'aucun établissement en Région de Bruxelles-Capitale n'a opté pour le statut unicomunautaire flamand, la coordination des compétences entre l'Exécutif de la Région bruxelloise et la Communauté française sera donc facilitée, ce dont les libéraux se réjouissent. C'est d'ailleurs ce qu'ils conseillaient dans le rapport auquel j'ai fait allusion il y a quelques instants.

Par conséquent, le groupe PRL votera en faveur du projet d'ordonnance, car il permettra dorénavant d'éviter des maisons de repos à deux vitesses. Il offrira ainsi une plus grande égalité sociale au profit des personnes âgées de 65 ans et plus.
(Applaudissements sur divers bancs.)

M. le Président. — La parole est à M. Duponcelle.

M. Duponcelle. — Monsieur le Président, Chers Collègues, je ne reviendrai pas sur les caractères positifs de l'ordonnance puisque, dès avant son dépôt, nous nous accordions tous sur le fait qu'il fallait absolument légiférer en la matière, et ce, de façon urgente. L'Assemblée a demandé à plusieurs reprises au Collège de faire diligence en la matière et nous ne pouvons donc que nous réjouir du dépôt et de la discussion de ce projet, qui nous amèneront, aujourd'hui je l'espère, à voter cette ordonnance.

Nous avons cependant quelques remarques à formuler sur le plan de la mise en pratique de cette réglementation, remarques que j'ai déjà évoquées en commission. Elles portent, en premier lieu, sur le champ d'application de l'ordonnance. Il est, selon nous, très ambitieux et c'est très bien ainsi. Nous avons cependant éprouvé des difficultés en commission à discerner avec exactitude de quoi il était question exactement et dans quels domaines l'ordonnance allait pouvoir s'appliquer.

La discussion que nous avons eue à ce propos nous incite à penser que des problèmes importants se poseront à l'avenir pour l'exécution pratique de cette ordonnance.

Nous nous sommes également attachés à cerner la logique du champ d'application: jusqu'où veut-on vraiment aller? Nous craignons qu'un problème de contrôle ne se pose à cet égard. Pourra-t-on efficacement contrôler les maisons de repos si, dès à présent, la détermination de l'étendue du champ d'application de l'ordonnance donne lieu à des difficultés?

Les discussions en commission et les amendements qui ont été déposés ont tenté de définir ce champ d'application de

façon précise. Nous sommes, je crois, arrivés à une solution satisfaisante, qui permet de déterminer avec exactitude les cas dans lesquels il convient d'appliquer l'ordonnance, mais le problème du contrôle subsiste cependant.

Le groupe Ecolo votera malgré tout cette ordonnance parce que la philosophie «jusqu'au-boutiste» qui prévaut ici nous convient parfaitement.

Le contrôle est une nécessité et comme le nombre de personnes âgées est croissant, le problème ne pourra que s'accroître. Ce contrôle vous appartient, Monsieur le Ministre, et nous vous le rappellerons le cas échéant dans un an.

J'aborde un deuxième problème important, dont nous avons déjà débattu, et qui consiste à savoir ce qu'il adviendra des personnes âgées en cas de fermeture.

Vous avez pris un arrêté dans ce sens qui permet, semble-t-il, de rassurer les familles qui auraient des parents dans une maison dont la fermeture est envisagée.

Je vous rappelle, à cet égard, la proposition de mon groupe consistant à nommer, dans certains cas, un gestionnaire temporaire en provenance de la Région. Lorsque la fermeture est demandée pour des raisons de mauvaise gestion, voire de mauvais traitement des personnes âgées, ce gestionnaire pourrait prendre toutes les mesures nécessaires pendant le temps de la remise à flots ou s'employer à rechercher un nouvel hébergement pour les personnes âgées concernées.

En matière de prévention, il faudrait éviter d'en arriver à des cas de fermeture pour cause de carence de l'Administration.

Vous avez tenté de nous rassurer à ce sujet en signalant que les contrôles étaient fréquents. Je tiens à ce que cela soit confirmé aujourd'hui. En effet, un certain aveuglement de la part de l'Administration ou de vos services pourrait conduire à une situation extrême, dans laquelle il serait impossible de faire autre chose que de fermer la maison de repos, cela parce que l'on n'aurait pas assez informé les gestionnaires, que des contrôles n'auraient pas été effectués régulièrement, bref que l'on serait arrivé à un point de non-retour.

J'ai déjà évoqué les arrêtés à deux reprises. L'ordonnance prévoit de nombreux arrêtés d'application, ce qui est normal en cette matière mais qui constitue toujours un problème pour un membre de l'opposition, car cela sous-entend qu'il accorde préalablement sa confiance quant à la manière dont ces arrêtés seront établis. J'aimerais aussi avoir quelques garanties à cet égard.

Comme je l'ai déjà dit en commission, le premier de ces arrêtés concerne les biens des personnes âgées. Nous savons tous que ces dernières, lorsqu'elles entrent dans un centre d'hébergement, y emportent souvent des biens personnels, qu'il s'agisse d'argent, d'objets ou de bijoux. Cette situation a engendré de nombreux problèmes: disparition de biens, sommes non enregistrées, etc. J'espère que l'arrêté que vous prendrez amènera une amélioration en la matière, par le biais, par exemple, de l'instauration d'un registre des biens, mis à jour à chaque nouvelle entrée.

Je souhaiterais également recevoir des garanties de la part du Collège en ce qui concerne la qualification du personnel. Ce point a déjà été évoqué par mes collègues et constitue un problème très sensible. En effet, la qualification du personnel est essentielle et cela dès le départ.

En commission, mon groupe a aussi insisté sur la participation des pensionnaires à la gestion de ces établissements. Cette participation peut être de plusieurs ordres et nous espérons qu'elle sera la plus large possible. Je voudrais, à ce sujet

également, recevoir des indications de la part du Collège quant à la façon dont il interprète ce paragraphe de l'ordonnance.

Bien entendu, des avis du Conseil consultatif seront nécessaires pour tous ces arrêtés et nous aimerions disposer le plus vite possible de ce précieux lieu de réflexion en tout cas pour ce qui est des arrêtés d'exécution.

J'en arrive à un autre point qui nous préoccupe: le problème de la formation continuée, domaine dans lequel les besoins sont réels. En effet, le nombre de personnes âgées est de plus en plus important et la notion même de personne âgée évolue: il est évident que la tranche d'âge concernée n'est plus la même qu'avant. En outre, l'espérance de vie est de plus en plus longue. La manière d'héberger ces personnes relève aussi d'une autre philosophie. Le personnel doit donc pouvoir s'adapter sans cesse aux nouvelles techniques d'approche de cette question et beaucoup d'améliorations doivent être apportées. Je regrette que ce problème ne soit pas apparu lors de la déclaration que vous avez faite à l'occasion de la discussion du budget 1992, alors que l'examen de ce projet était en cours.

Je souhaiterais donc recevoir une réponse du Collège quant aux efforts qu'il compte fournir en la matière. Il semble que le problème le plus important à cet égard soit le remplacement du personnel lorsque ce dernier participe à cette formation continuée. En effet, nous savons tous que, dans le secteur social, le personnel est quasi compté au compte-gouttes et qu'une personne de plus ou de moins peut perturber le fonctionnement de l'établissement, qu'il s'agisse d'une maison de soins, d'hébergement, d'accueil social ou d'action sociale. Il est donc souvent impossible de se priver d'un membre du personnel alors que celui-ci devrait participer à ce type de formation. Un mécanisme devrait dès lors être mis en place pour que les acteurs sociaux puissent bénéficier de cette mesure.

En conclusion, je dirais que mon groupe est tout à fait favorable à la philosophie du projet. En effet, nous partageons votre volonté de clarifier la situation, de fixer certaines limites et de garantir le respect de la personne âgée. Nous voterons donc en faveur de l'ensemble du projet, en exprimant toutefois quelques inquiétudes quant à son exécution. (*Applaudissements sur les bancs Ecolo.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Schoenmaekers-Clerckx.

Mevrouw Schoenmaekers-Clerckx. — Mijnheer de Voorzitter, Heren Leden van het College, Collega's, wij hebben een tekst, een ontwerp van het College; dat is een goede zaak.

U weet dat ik reeds vaak geklaagd heb over de weinige mogelijkheden die de Verenigde Commissie op sociaal gebied bezit. Welnu, hierbij is bewezen dat, ondanks de weinige financiële mogelijkheden, toch creatief kan worden gehandeld. Het is een goed begin. Vanzelfsprekend moet dit nog worden vervolledigd door behoorlijke uitvoeringsbesluiten. De vandaag voorliggende teksten werden reeds grondig in de Commissie besproken. Bovendien werden bevoegde groeperingen bij de voorbereiding van de teksten betrokken.

Ik dring er ook op aan dat de betrokken groeperingen verder zouden worden geraadpleegd en dat met hun stellingen rekening wordt gehouden bij het nemen van de uitvoeringsbesluiten.

Mijns inziens is het verkieslijk dat daarover opnieuw een brede raadpleging wordt gehouden. Misschien werden immers bepaalde groeperingen niet om hun advies gevraagd. Zulke vergissingen kunnen dan in de toekomst wellicht rechtgetrokken worden.

Ik wil nu een aantal zaken naar voren brengen: zoëven vernam ik dat de PRL reeds in 1984 initiatieven heeft genomen en dat de socialisten nog veel vroeger de derde leeftijd hebben ontdekt. Indien het zo wordt gesteld, kan ik de vergadering mededelen — ik ben helaas oud genoeg om het te weten — dat in het kerstprogramma van de CVP-PSC — toen nog een unitaire partij — in 1945-1946, deze zorg reeds zeer sterk tot uiting kwam!

Dit gezegd zijnde wens ik bepaalde accenten te leggen inzake sluiting, normering en het naleven van de normering of de voorbereiding ervan, alsook inzake het juridisch aspect. Voor dit laatste sluit ik mij aan bij wat de heer Stalport hierover heeft gezegd; ik meen dat onze stelling dezelfde is.

Ook de heer Duponcelle heeft een aantal accenten gelegd, waarbij ik mij kan aansluiten en waarop ik straks nog zal terugkomen.

Allereerst kom ik tot het toepassingsveld.

Ter zake hebben wij in de Commissie langdurig en grondig gediscussieerd. Onze optie was om deze problematiek zo breed mogelijk open te trekken. Ik meen dat dit een goede zaak is, omdat wij in de toekomst om de problemen van de woongelegenheden voor de oudere personen mede op te lossen, zeker met nieuwe initiatieven van de bevolking zullen worden geconfronteerd. Wellicht geldt dit ook voor de publieke sector. Daarom moeten wij reeds nu in de nodige ruimte voorzien. Ik hoop dat dit ook het geval zal zijn wanneer het gaat over de uitvoeringsbesluiten. Bijgevolg pleit ik voor een zo breed mogelijke interpretatie.

Inzake de bekendmaking vraag ik dat verder wordt gegaan dan datgene wat in de tekst is vervat. Ik meen dat het van belang is dat de Brusselse bevolking op geregelde tijdstippen — dit betekent meer dan eenmaal per jaar — op de hoogte wordt gehouden over de hele sector van de bejaardentehuizen, zowel voor de uni- als voor de bicommunautaire sector, gezien dit toch voor de bevolking van enorm groot belang is.

Door mijn ervaring als schepen van Sociale Zaken weet ik hoe vaak de mensen opbellen om te vragen of wij een goed bejaardentehuis kennen voor een familielid of een buur. Deze vraag kan weliswaar gemeentelijk worden beantwoord; toch zouden wij een betere service kunnen aanbieden. Wij moeten een middel vinden om de lijst van de erkende homes van beide sectoren regelmatig te publiceren.

Ik wil even iets rechtzetten. Op dit ogenblik zijn er in Brussel inderdaad geen erkende unicommunautaire bejaardentehuizen langs Vlaamse kant. Ik garandeer u echter dat dit volgend jaar omstreeks deze tijd niet meer het geval zal zijn. Er zijn nieuwe initiatieven op komst. Alhoewel men gesproken heeft over de eenvoud om tot nieuwe afspraken te komen met de Franse Gemeenschap, zal het misschien toch niet zo gemakkelijk zijn, aangezien men ook rekening zal moeten houden met de Vlaamse centra in Brussel.

Ten slotte wil ik spreken over een zeer belangrijk punt dat ik om die reden tot het einde heb bewaard; het gaat namelijk om de eerbied voor de persoon die in dit ontwerp wordt ingeschreven. De eerbied voor de persoon is eigenlijk een basishouding waar wij allemaal achter staan. Zoals bij alle mooie principes rijzen er echter pas moeilijkheden wanneer men deze principes wil toepassen.

Beste vrienden, in deze ordonnantie wordt niet gesproken over taal. Het zal sommigen van u misschien verwonderen, maar ik ben er blij om. Vele problemen kunnen beter worden opgelost door een verandering van mentaliteit dan via dwangmaatregelen. Wij zouden ons in de eerste plaats moeten bezinnen over het begrip «eerbied voor de persoon». Dit is funda-

menteel bij het uitvaardigen van uitvoeringsbesluiten. Wij moeten ons bezinnen over de vraag wie die personen van de derde leeftijd eigenlijk zijn — de heer Duponcelle heeft hiernaar reeds verwezen —. Wij hebben een bepaalde leeftijd vooropgesteld en hebben een bepaald beeld voor ogen. Toch moeten wij ons afvragen of wij hierin geen verandering moeten brengen aangezien die toestand voortdurend evolueert. Leef-tijd en vorming van de personen die in bejaardentehuizen terecht komen zijn zeer sterk veranderd. De personen die 20 of 25 jaar geleden deel uitmaakten van de bevolking van de bejaardentehuizen zagen er heel anders uit dan de bejaarden die wij nu kennen. Ik meen dat die evolutie zich de komende jaren zal verderzetten. Eerbied voor de persoon veronderstelt dus dat men zich grondig afvraagt over welke persoon wij het eigenlijk hebben.

Vervolgens vraag ik aandacht voor de persoon in zijn concrete omgeving en situatie. Zonder agressief te willen zijn, wil ik toch wijzen op enkele wantoestanden. Ik heb helaas de leeftijd van een grootmoeder, ik ondervind dus dat het grootouder-zijn een rol speelt in het leven van mensen van de derde leeftijd. Wij moeten hier een zekere gevoeligheid voor opbrengen. Wat doet een persoon die in een home verblijft? Hij kijkt naar de televisie indien hij dit nog kan, luistert naar de radio, spreekt met de mensen uit zijn omgeving en heeft hopelijk nog veel contact met zijn kinderen en kleinkinderen. Uit eigen ervaring kan ik u zeggen dat het vanzelfsprekend is dat ik met mijn kleinkinderen de liedjes zing die zij kennen en dat ik interesse toon voor de dingen die hen interesseren. Wanneer men in de bejaardentehuizen de eerbied over de persoon interpreteert als het bezorgen van documenten in het Nederlands of in het Frans, dan zit men naast de kwestie.

Ik vraag dat eerbied voor de persoon ook betekent eerbied voor de wereld waarin hij leeft zodat ook het sociale leven dat hij gedurende 30 of 40 jaar heeft geleid kan worden verdergezet, ook in onze bicommunautaire instellingen. Dat moet niet in wetteksten staan, het is er eigenlijk te belangrijk voor, dit is iets waarvoor ons hart moet spreken.

Bij het onderwerp eerbied voor de persoon wil ik het ook even hebben over de inspraak, waarover in de Commissie discussie is geweest. De interpretatie van het woord «inspraak» was er dikwijls restrictief, maar ik vind dat inspraak meer is dan te mogen zeggen op welk uur men wil eten, en of men een of twee keer per week boodschappen wil doen. Echte inspraak gaat ook over de manier waarop wordt geleefd in de bejaardeninrichting. Ik dring erop aan dat hiervoor in de uitvoeringsbesluiten de nodige aandacht wordt opgebracht.

Ik zou nog over veel andere dingen kunnen spreken, maar ik denk niet dat het vandaag nodig is. Het onderwerp van ordonnantie waarover wij stemmen, en waar wij allemaal achter staan, is slechts een begin en wij zijn het er allemaal over eens om het in de toekomst te verbeteren. Bijgevolg zullen de Vlaamse democraten deze tekst goedkeuren. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à Mme Willame-Boonen.

Mme Willame-Boonen. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, Chers Collègues, le projet d'ordonnance relatif aux établissements hébergeant des personnes âgées qui, après trois réunions intenses de travail, a été adopté en commission, marque un pas de plus dans la protection de la personne âgée.

Il s'applique non seulement aux maisons de repos, mais aussi à d'autres formes d'établissement qui jusqu'à présent échappaient à tout contrôle: les habitations pour personnes

âgées, ainsi que les résidences-services et les complexes résidentiels proposant des services, dont font partie les seniorités.

Encore faut-il maintenant que les législations unicommunautaires suivent ce bon exemple, faute de quoi l'on risque bien de ne jamais voir cet objectif de protection réellement atteint: si on laisse des portes de sortie aux institutions — on sait ce qui se passe en Belgique — elles auront tôt fait de changer d'agrément en fonction de leurs convenances!

Un autre corollaire de cet élargissement du champ d'application de la législation concerne les futurs arrêtés d'exécution sur lesquels les Ministres pourront peut-être nous donner certaines indications. Ces arrêtés devront en tout cas se différencier et s'adapter en fonction de chaque forme d'hébergement.

En effet, le degré de détail des normes d'agrément, par exemple, devra être moindre pour les résidences-services et les complexes résidentiels que pour les maisons de repos, et moindre encore en ce qui concerne les habitations! Chaque formule devra avoir ses caractéristiques propres et demandera des mesures adaptées surtout qu'énormément de choses «bougent» actuellement dans ce secteur: de nombreuses initiatives nouvelles se développent en matière d'hébergement. Elles sont donc à suivre de près. Il faudra les évaluer et encourager les solutions les plus appropriées à la problématique des diverses catégories de personnes âgées. Il faudra aussi légiférer d'une façon adaptée à ces nouvelles formules, de façon à garantir en toutes circonstances le respect des droits de la personne âgée, tout en conservant un maximum de souplesse — nous y insistons bien — afin d'éviter de freiner les initiatives en la matière.

L'introduction de normes d'agrément complémentaires concernant l'accueil de la personne âgée, le respect de sa personne et de ses biens, sa participation ainsi que l'examen et le traitement des plaintes et le règlement d'ordre intérieur... tout cela devra également concourir à une meilleure garantie des droits de la personne âgée. Autre garantie: la nouvelle exigence de qualification du directeur.

A cet égard, nous insistons pour que de réelles possibilités de formation soient organisées à l'intention des directeurs d'établissement, en collaboration avec l'ensemble des acteurs du secteur (pouvoirs publics, fédérations de maisons de repos, associations représentatives comme Infor-Home/Home-Info, etc.). Les Ministres pourraient-ils nous donner des garanties à ce sujet?

Autre point qu'il convient de mettre en exergue: le rôle important attribuée au bourgmestre de la commune où est situé l'établissement concerné, dans le cadre de la procédure de fermeture et de contrôle du respect des normes en matière de sécurité et d'hygiène.

Mais, si nous voulons la protection des personnes âgées, nous ne voulons évidemment pas que cela se transforme en ingérence dans leurs affaires personnelles ni en atteintes à leur autonomie, il est bon de le rappeler.

Enfin, pour permettre une réelle application des textes, le cadre de l'inspection doit être suffisant. La situation en la matière a longtemps laissé à désirer mais il apparaît, suite aux éclaircissements apportés par les Ministres en commission, que le cadre a été renforcé et que tous les établissements ont pu être visités récemment.

Le groupe PSC insiste pour qu'une attention particulière soit apportée au bon déroulement de cette mission d'inspection, faute de quoi les textes se révéleront inapplicables.

Pour ce qui est des fermetures d'établissement, nous continuons à croire qu'elles ne constituent pas une solution idéale et qu'il ne faut les envisager qu'en dernier recours.

Dans la pratique, un délai de mise en règle est imposé aux institutions défaillantes. La fermeture interviendra seulement si l'institution ne s'est pas conformée à cette obligation dans les temps, ce qui est une bonne chose. Ce principe est à conserver.

Dans un autre ordre d'idées, pour que les aspirations de nombreuses personnes âgées soient réellement prises en compte, nous insistons sur le développement des possibilités de maintien à domicile.

A cet égard, il est utile de rappeler qu'un renforcement de l'intervention INAMI en matière de soins à domicile avait été promis en contrepartie de la restructuration hospitalière. Les quelques millions octroyés jusqu'à présent n'ont pas eu d'impact réel. Il est grand temps de remédier à cette situation.

Indépendamment des améliorations apportées par cette ordonnance, un énorme problème subsiste — il faut le souligner: il s'agit du coût de l'hébergement qui rend la formule inaccessible à une couche importante de la population.

Il faut maintenant s'atteler à réfléchir aux priorités et aux moyens nécessaires pour garantir à toute personne âgée la possibilité de vivre décemment sa vieillesse.

En conclusion, je préciserai que le groupe PSC votera ce projet d'ordonnance qui s'inscrit dans le cadre d'une politique de protection accrue de la personne âgée. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Cauwelier.

De heer Cauwelier. — Mijnheer de Voorzitter, geachte leden van het College, Dames en Heren, wij moeten vandaag stemmen over een kaderwet die vooral de erkenning van de bejaardentehuizen omvat. De normen die in het artikel 4 van de ordonnantie worden vastgelegd, zijn van kapitaal belang want aan die normen zullen zowel het Verenigd College als de bejaarden zich moeten houden.

Verschillende sprekers hebben reeds gezegd hoe belangrijk de uitvoeringsbesluiten zijn. Wil de ordonnantie op 1 juli 1992 van toepassing worden, dan moeten deze snel worden uitgevaardigd.

Mijnheer de Voorzitter, ik ben het op vele punten eens met mevrouw Schoenmaekers, maar ik ben vooral met haar akkoord wanneer zij erop aandringt dat in verband met het toepassen van de opgelegde normen rekening moet worden gehouden met de verschillende organisaties die zich met bejaarden bezighouden.

Het betreft personeelsorganisaties, beheersorganisaties en vooral de organisaties die personen van de derde leeftijd groeperen.

Ik wil vooral blijven stilstaan bij paragraaf 9 van artikel 4 dat handelt over het onderzoek en de behandeling van de klachten van de bejaarden. Hoe men omgaat met die klachten lijkt mij van kapitaal belang.

Ik wil enkele woorden wijden aan de uitvoeringsbesluiten. Men zal daarin de klachten moeten specificeren die de bewoners kunnen uiten. Er moet worden gesproken over de eerbied voor de persoon en de goederen van de opgenomen bejaarden, over de eerbiediging van de vrijheid, de ideologische, filosofische en godsdienstige overtuiging van de betrokken personen, over de voeding, de hygiëne en de zorgverstrekking. Ook het aantal in de instelling tewerkgestelde personen en hun

kwalificatie en moraliteit moeten worden aangehaald evenals de mogelijkheid tot inspraak van de bejaarden.

Mevrouw Schoenmaekers heeft doen opmerken dat er niet werd gesproken over klachten betreffende het taalgebruik in de instellingen. Dat hoeft ook niet expliciet te worden gezegd omdat het over bicommunautaire instellingen gaat die moeten openstaan voor alle Brusselaars, uiteraard ook voor de Nederlandstaligen. Des te meer omdat er geen mono-communautaire instellingen voor Nederlandstaligen zijn.

Waar kunnen de bejaarden met hun klachten terecht? Ik bedoel hier de plaats van de klachtenbank. Men spreekt in dat verband in de ordonnantie over de individuele instelling die over een klachtenbank moet beschikken. Dat vind ik onvoldoende. Het is evident dat de bejaarden in de eerste plaats in hun eigen instelling hun klachten moeten kunnen uiten. Deze mogen echter niet in de doofpot kunnen worden gestopt. De bewoners van bejaardentehuizen moeten ook bij een onafhankelijke klachtenbank hun klachten kunnen indienen. Sommigen merken op dat dit in de uitvoeringsbesluiten kan worden opgenomen door te bepalen dat ook dertienkoppige adviesraad voor bejaarden moet openstaan voor de klachten van de bejaarden. Het voordeel hiervan zou zijn dat deze mensen ook greep hebben op de erkenning of de niet-verlenging. Ik betwijfel of zulks opportuun of zelfs realistisch is. Ik pleit ervoor dat hetzij binnen de afdeling een speciale commissie zou worden geïnstalleerd, hetzij in Brussel iets wordt georganiseerd — en dat zou een primeur zijn — in het verlengde van wat het particulier initiatief reeds heeft geprobeerd in het kader van Home-Info. Inderdaad, reeds enkele jaren geeft Home-Info informatie over tehuizen en vangt ook klachten op. Home-Info heeft wel een zeker moreel gezag.

Vermits de bejaardengroep zo groot wordt, moeten wij overwegen of wij, parallel met het comité voor bijzondere jeugdzorg — in het Frans: *Comité de protection de la jeunesse* — waar minderjarigen met hun klachten terecht kunnen, ook voor de hoogbejaarden een dergelijk comité kunnen oprichten, met een onafhankelijk magistraat als voorzitter. Dit comité zou over enkele personeelsleden moeten beschikken die ter plaatse kunnen gaan en luisteren naar de klachten, net zoals het jeugdbeschermingscomité ook over een afgevaardigde beschikt die ter plaatse de zaak onderzoekt. De filosofie zou volgens mij dezelfde moeten zijn als deze die schuil gaat achter het principe van de bijzondere jeugdzorg, met name trachten tot een leefbare oplossing te komen en de zaken oplossen zonder de tussenkomst van het gerecht.

Ik weet niet in hoeverre bovenstaande gedacht leeft bij de mensen die de uitvoeringsbesluiten moeten opstellen. Ik vermoed wel dat zij contact hebben met Home-Info. Ik ben ook niet voor de idee gewonnen Home-Info zo maar een officiële rol toe te kennen; ik meen dat wij het concept moeten aanpassen aan de Brusselse situatie. Toch ben ik ervan overtuigd dat wij in die richting moeten zoeken — en hiervoor is nieuw wetgevend werk nodig — in samenspraak met degenen die bekommerd zijn om het welzijn van de bewoners van de bejaardentehuizen.

Ik wacht dus op de uitvoeringsbesluiten. Indien echter in onvoldoende mate met de klachten rekening wordt gehouden, zal ik contact opnemen met de bejaardenorganisaties, met enkele deskundigen en met vrienden uit deze Raad die voor deze zaak belangstelling hebben teneinde tot bijkomend wetgevend werk over te gaan.

Het ontwerp dat wij nu bespreken wordt niet goedgekeurd louter opdat instellingen goed zouden functioneren, of om aan personen werk te verschaffen; het gaat om de bewoners. Het mag niet zijn dat wie een hogere leeftijd heeft, ergens wordt opgesloten, eventueel in een comfortabel getto, waar niet meer

naar zijn of haar stem wordt geluisterd, ook al is het een stem die ietwat stamelt en misschien details belangrijk vindt. Men moet ook naar de klachten kunnen luisteren en hierin moet de overheid een rol spelen. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à Mme Payfa.

Mme Payfa. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, Chers Collègues, en matière de maisons de repos, le souci constant qu'il faut garder à l'esprit est le bien-être de la personne âgée. Par son âge, celle-ci se trouve particulièrement fragilisée: face à des personnes qui se trouvent dans la force de l'âge, elle est intimidée, craintive et vulnérable.

Si de plus, elle se trouve isolée face à un gestionnaire de maison de repos qui possède un «pouvoir» de contrainte morale et physique sur elle, réel ou imaginaire, si elle n'est plus protégée par sa famille, sa fragilité est d'autant plus importante. Elle restera sans réaction face aux abus, en souffrant intérieurement, et risque de sombrer dans la dépression, avec des répercussions psychosomatiques.

Les maisons de repos sont gérées par des personnes ou des sociétés. Certaines d'entre elles sont de véritables professionnelles mais beaucoup ne le sont guère. De ce fait, nombre de maisons de repos connaissent des lacunes d'organisation importantes.

L'organisation d'un service d'inspection plus structuré remédie partiellement à la situation. Les maisons de repos sont actuellement régulièrement contrôlées.

Cependant, il était important de clarifier le fonctionnement des maisons de repos et de responsabiliser les gestionnaires, ainsi que de définir le rôle des bourgmestres en ce domaine.

Au nom du groupe FDF-ERE, je me réjouis particulièrement des innovations contenues dans cette ordonnance, par rapport à la loi de 1966:

1) l'extension du champ d'application à toutes les formes d'hébergement.

Auparavant, la loi concernait l'hébergement dit «collectif».

Désormais, les «Seniorités» ou «Résidences Services», ainsi que d'autres formes de logement avec services, ou même les familles hébergeant des personnes âgées à titre onéreux, relèvent de cette réglementation.

Cela permettra de lutter contre les abus, qui existent là également.

2) L'extension des normes donnera plus de garanties aux personnes âgées car elles concernent maintenant l'admission et l'accueil des personnes âgées, le respect des personnes et de leurs biens, leur participation, ainsi que l'examen et le traitement des plaintes.

3) La qualification du directeur: il faut envisager à l'avenir la formation du directeur, qui devra être attestée et contrôlée, tant au niveau des capacités professionnelles que des qualités humaines.

4) Le rôle du bourgmestre est précisé. Cela était déjà d'application dans les deux autres Communautés mais ce n'était pas le cas à Bruxelles. Outre l'exercice actuel du rôle du bourgmestre en cas d'important problème, qui touche à la sécurité des personnes, il aura pour mission de tenir un registre dans lequel la situation de l'agrément de chaque maison de repos sera clairement établie: autorisation provisoire de fonctionnement ou agrément pour six ans, retrait, refus d'agrément

ou décision de fermeture. L'information du citoyen est ainsi assurée et tant mieux!

5) Enfin, en ce qui concerne les fermetures, il est à noter que l'ordonnance distingue deux types de fermeture: l'une pour inadéquation aux normes et l'autre pour des raisons de sécurité ou de santé publique. Le traitement urgent du deuxième cas de fermeture permettra de protéger les personnes âgées en danger immédiat.

Il est entendu que le gestionnaire pourra disposer de moyens de défense: il sera entendu par la section compétente du Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes.

De plus, il peut introduire un recours suspensif auprès d'une commission de recours présidée par un magistrat. C'est une nouveauté.

Désormais, le retrait ou le refus d'agrément emportera la fermeture dans un délai rapproché, délai qui devra être mis à profit pour reloger les personnes âgées.

Néanmoins, si notre parti se dit satisfait de voir cette ordonnance inscrite à l'ordre du jour de nos travaux, il constate que, d'un point de vue humain, subsiste un important problème à régler: la présence en maison de repos de personnes qui n'atteignent pas l'âge de 60 ans mais sont désorientées, incapables de vivre seules et ne trouvent pas de lieu d'accueil et d'hébergement à Bruxelles.

Si cette situation est de nature à «rajeunir» l'ambiance des homes, il faut cependant s'interroger sur les raisons de cet état de choses et envisager une vaste concertation sur le problème avec tous les intervenants sociaux, politiques et administratifs concernés.

Je vous demande de réfléchir à cette question, Messieurs les Ministres membres du Collège. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — La parole est à Mme Huytebroeck.

Mme Huytebroeck. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, Chers Collègues, mon intervention ne sera pas très longue car mon Collègue M. Duponcelle a précisé nos réflexions quant à ce projet d'ordonnance. Pour ma part, je voudrais vous rappeler quelques-unes de nos préoccupations qui avaient déjà été formulées lors de notre discussion sur le budget 1992 de la Commission communautaire commune et qui traitait de la politique des personnes âgées.

A ce moment, nous nous étions inquiétés des investissements en briques de notre Exécutif dans le domaine social et, par ailleurs, de ses carences dans des initiatives d'accompagnement social. Nous relevions ainsi qu'une très forte somme serait utilisée à la construction de flats pour personnes âgées alors que le budget attribué aux aides familiales était encore trop peu élevé. Or, ce sont certainement les aides familiales qui contribuent le plus dans notre Région à l'aide à domicile des personnes âgées.

Si l'ordonnance relative aux établissements qui hébergent des personnes âgées qui doit être votée aujourd'hui, est importante et urgente — et nous la voterons — nous soulignerons que le souci légitime à accorder aux institutions ne peut faire oublier les solutions alternatives que notre parti a d'ailleurs toujours préconisées et qui insistent sur le développement de soins à domicile de qualité et d'une entraide locale permettant le maintien des personnes âgées isolées dans un environnement social naturel.

Le Ministre Désir lui-même évoquait, dans son exposé général sur les orientations de la politique bi-communautaire

en matière d'aide aux personnes, l'urgence, en ce qui concerne les services d'aide aux familles, de développer une politique qui vise à maintenir de nombreuses personnes âgées et handicapées chez elles, à leur domicile, dans leur famille, leur quartier.

En effet, beaucoup de personnes âgées aujourd'hui réclament le droit de rester chez elles, dans leur quartier, dans des logements salubres aux loyers abordables.

Le renforcement quantitatif et qualitatif des aides à domicile personnalisées et respectueuses des personnes ira dans le sens d'un plus grand bien-être des personnes âgées dans une région qui malheureusement ne leur ouvre pas toujours les bras.

Nous attendons donc aujourd'hui du Collège de la Commission communautaire commune qu'il respecte ses promesses. (*Applaudissements sur les bancs Ecolo.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Grijp, lid van het Verenigd College.

De heer Grijp, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan personen. — Mijnheer de Voorzitter, het ontwerp van ordonnantie dat vandaag ter bespreking voorligt is, als ik mij niet vergis, slechts het tweede ontwerp, in de bicommunautaire sector sedert wij nu 2,5 jaar samen aan het werk zijn.

Het regelt de werking en erkenning van instellingen die bejaarden huisvesten, die niet geopteerd hebben voor een of andere gemeenschap. Deze ordonnantie komt in de plaats van de wet van 1966 op de rustoorden van bejaarden, die tot nog toe aan de basis lag van de werking van de rustoorden van de bi-communautaire sector. Het gaat om een wet die meer dan 25 jaar oud is in een zo snel veranderende sector!

In dit ontwerp van ordonnantie dat voor advies aan de Raad van State werd voorgelegd, werd rekening gehouden met alle belangrijke opmerkingen van de Raad.

Ik wil bij deze gelegenheid de leden van de Commissie voor Sociale Zaken bedanken voor hun positieve inbreng bij het tot stand komen van deze tekst. Ik heb de verschillende sprekers goed beluisterd en heb moeten vaststellen dat er zeer weinig kritiek was. Ik dank ook meer speciaal de voorzitter van de Commissie, de heer Stalport. Hij heeft blijk gegeven van een meer dan gewoon sociaal gevoel. Hij leidde de commissievergaderingen met vaardigheid, kunde en gevoel. En aangezien ik geen seksist ben wil ik ook graag mevrouw Payfa feliciteren voor haar verslag. *Tout le monde doit être content maintenant!*

Gelet op de evolutie van de leeftijdspyramide komt deze ordonnantie op tijd. Dat hebben verschillende sprekers hier ook al benadrukt. Uit de meest recente bevolkingscijfers blijkt dat op 1 januari 1991 er in Brussel 167 000 personen, ouder dan 65 jaar wonen. Dat is 17,4 pct. van de bevolking. Ruim de helft van deze personen zijn ouder dan 75 jaar. Volgens de vooruitzichten van het Nationaal Instituut voor de Statistiek, het NIS, zal in het begin van de eenentwintigste eeuw ruim 25 pct. van de bevolking ouder zijn dan 65 jaar.

Door de toename van het aantal bejaarden en hoogbejaarden zal ook de aanwezigheid van invalide en demente personen in de instellingen toenemen. Er zal dus ook een groeiende behoefte zijn aan huisvestingsvormen die deze bejaarden op een of andere manier begeleiden en verzorgen.

Op vraag van de Commissie voor Sociale Zaken kan ik u meedelen dat van de ruim 340 rusthuizen, die in de Brusselse regio instaan voor de huisvesting van bejaarden, er 194 tot de bicommunautaire sector behoren. Deze rusthuizen beschikken

aldus over 10 782 bedden. Op grond van de beheersvorm van de inrichtingen ziet de verdeling eruit als volgt: 26 rusthuizen worden beheerd door het OCMW of de gemeente en vertegenwoordigen 34 pct. van het beddentotaal. 19 instellingen hebben een VZW-structuur en beschikken over 9 pct. van het beddentotaal. 149 instellingen, meer dan de helft dus, tellen 6 034 bedden en hebben een commerciële structuur, zoals BVBA, NV enzovoort. Wij mogen stellen dat in de Brusselse rusthuizen genoeg bedden zijn, maar dat er wel wat aan te merken valt op de kwaliteit. Er zijn verschillende oorzaken. In de eerste plaats is er het groot aantal instellingen met een commercieel doel, dat niet altijd te verenigen is met de belangen van de bejaarden.

Verder, ontbraken in het verleden de administratieve mogelijkheden om een grondig en permanent toezicht op de instellingen te realiseren. Hierin is thans verandering gekomen door het uitbouwen van een volwaardige administratie bij de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

De evolutie van de bejaardenzorg was van die aard dat heel wat van de nieuwe voorzieningen voor de bejaarden, omwille van de inhoud en de vorm van de dienstverlening, aan het toepassingsgebied van de vroegere wet van 1966 ontsnapten.

De doelstellingen van de thans voorliggende ordonnantie kunnen als volgt worden geformuleerd:

Ten eerste, het toepassingsgebied van de wetgeving wordt uitgebreid tot alle instellingen die bejaarde personen herbergen, welke ook hun benaming of juridische vorm weze. Het is een bewuste keuze van het Verenigd College, omdat alle instellingen aan een of andere vorm van toezicht moeten worden onderworpen.

Ten tweede, de erkenningsprocedure wordt gewijzigd en er wordt thans een beroep gedaan op de Adviesraad voor Gezondheids- en Welzijnszorg als raadgevend orgaan. Een voorlopige werkvergunning wordt ingevoerd; ze is geldig voor één jaar en kan eenmaal worden hernieuwd. Zij wordt uitgereikt op het ogenblik dat de erkenningsaanvraag wordt ingediend, op voorwaarde dat de ontvankelijkheidsvoorwaarden vervuld zijn. De duurtijd van de erkenning bedraagt zes jaar.

Een commissie van beroep wordt ingesteld om de beroepsmogelijkheden te garanderen in geval van weigering of intrekking van een erkenning. De burgemeester wordt bij de erkenningsprocedure betrokken in functie van de nieuwe gemeentewet. Hij houdt onder meer een openbaar register bij van de inrichtingen, die bejaarden huisvesten op het grondgebied van zijn gemeente. Daarin wordt vermeld: de voorlopige werkvergunningen, de erkenningen en de weigering tot erkenning. Bij de weigering van de erkenning en de sluiting van de instelling zal voor de belangen van de bejaarde personen worden gewaakt. De inspectiediensten van de administratie hebben hierop toezicht. Tegelijkertijd wordt de burgemeester, uit hoofde van zijn politionele bevoegdheid, betrokken bij de uitvoering van de beslissing van het Verenigd College. De beslissingen moeten altijd gemotiveerd zijn.

Het is voor de instellingen van belang de erkenningen te bekomen om aanspraak te kunnen maken op de verhoogde vergoedingen die door het RIZIV voor de opvang en de verzorging van de bejaarde personen worden uitbetaald.

Ten derde, de ordonnantie bevat evenwel — en hierover werd vandaag meermaals gesproken — geen bepalingen inzake normen. Deze zullen in de uitvoeringsbesluiten worden gedefinieerd; zij zullen worden voorgelegd aan de Adviesraad voor de Welzijnszorg.

De ordonnantie geeft het algemeen juridisch kader aan, waarin deze besluiten worden geplaatst. Bij de voorbereiding

ervan wordt ervan uitgegaan dat er geen al te grote kwalitatieve verschillen zullen bestaan tussen de normen van toepassing in de Gemeenschappen. Dit werd in de Commissie gevraagd en door de beide verantwoordelijke Ministers uitdrukkelijk beloofd.

Dit belet evenwel niet dat het Verenigd College zijn besluiten aan de typische Brusselse behoeften zal moeten aanpassen. Eerst en vooral zijn er de architectonische en veiligheidsnormen, afhankelijk van de aard van de instelling.

Een tweede reeks normen behelst het personeel: aantal, kwalificatie, moraliteit van de tewerkgestelden, met inbegrip van de directie. Deze normen worden hier bepaald.

De scholing en de bijscholing van het personeel krijgen een permanent en verplichtend karakter, gezien de snelle evolutie van de medische en van de maatschappelijke context, waarin de bejaardenzorg is gesitueerd.

Vervolgens zijn er een aantal normen die de opname en de opvang van de bejaarde personen zullen regelen. Tegelijkertijd wordt hier de vrijheid van de verblijvende personen en de eerbiediging van hun ideologische, filosofische en godsdienstige overtuiging gegarandeerd. De aandacht gaat hierbij evenzeer naar het behoorlijk en duidelijk beheer van de bezittingen van de bejaarden.

Mevrouw Schoenmaekers, voor de inspraak van de bewoners in het reilen en zeilen van de instellingen zal worden gezorgd. Dit betekent dat de bejaarde persoon niet enkel kan worden gezien als een vrager naar onthaal en zorg, maar ook dat hij een actieve relatie onderhoudt met zijn omgeving. Een procedure zal worden voorzien voor de behandeling van een eventuele klacht. Ik kom daarop nog terug.

Het functioneren van de instelling en de huishoudelijke reglementen worden eveneens aan normering onderworpen. Een volgende reeks normen zal betrekking hebben op voeding, hygiëne en zorgverlening binnen de instelling. Een laatste reeks normen tenslotte, zal van administratieve aard zijn en betrekking hebben op het beheer en het beleid van de instelling. Minimale boekhoudkundige regels zullen eveneens worden opgelegd.

Dames en Heren, wij zijn tevreden dat wij u vandaag dit ontwerp kunnen voorleggen. Proportioneel zijn er in Brussel meer dergelijke instellingen dan in Vlaanderen en in Wallonië. Dit is schijnbaar in tegenspraak met de maatschappelijke stroming, aangezien de zelfstandigheid en het behoud van de bejaarde persoon in zijn vertrouwde omgeving hier door alle sprekers werd benadrukt. Wij weten echter dat de verzorging ten huize in de meest brede zin van het woord in Brussel op een erbarmelijke wijze is georganiseerd wegens het gebrek aan middelen die, ons zowel door de Vlaamse als door de Franse Gemeenschap moeten worden verstrekt. De diensten voor gezins- en bejaardenhulp en aanverwante voorzieningen worden gekenmerkt door een chronische onderbezetting. De aanwezigheid van talrijke rusthuizen is misschien niet de beste oplossing, het is alleszins beter dan een absoluut gebrek aan oplossingen wegens een tekort aan ondersteunende voorzieningen in de extramurale sector.

Ik wil hier even verwijzen naar de politieke actualiteit. In zijn nota voor een nieuw contract met de burger zegt de heer Wathelet terecht dat de steden vandaag de plaatsen zijn van eenzaamheid, kansarmoede en uitsluiting. Nochtans zouden het eerder oorden van hoffelijkheid en verfijning moeten zijn. Voor die steden en in het bijzonder voor Brussel, gezien de graad van veroudering van de Brusselse bevolking, zou morgen meer moeten worden gedaan dan gisteren. Te Brussel stelt zich meer dan elders het probleem van de tegemoetkoming van beide Gemeenschappen inzake onderwijs en vorming, migran-

ten en gehandicapten. Ook ten opzichte van de bejaarde bevolking is de rol van de Vlaamse en de Franse gemeenschap te Brussel essentieel. De bevolking van Brussel omvat namelijk het hoogste percentage bejaarde personen: 17,5 pct. In de Waalse regio bedraagt dit 16 pct. en in Vlaanderen zijn slechts 13,5 pct. van de inwoners ouder dan 65 jaar.

Indien de heer Wathelet meent dat er meer moet worden gedaan in de strijd tegen eenzaamheid en kansarmoede, geldt dit in de eerste plaats voor de bejaarden. Meer doen betekent echter dat er meer financiële middelen moeten worden vrijgemaakt om die voorzieningen te organiseren. Wij vangen thans geruchten op dat de Franse Gemeenschap — spijtig genoeg — zeker niet van plan is meer te doen voor de Franstalige Brusselaars dan in het verleden, wellicht zal dit zelfs minder zijn. Ook de bejaarden zullen hiervan het slachtoffer zijn. Een dergelijke houding is het tegengestelde van de mentaliteit, die in het document-Wathelet wordt voorgesteld. Ik hoop dat de Vlaamse Executieve een meer consequente houding zal aannemen en in de toekomst meer zal doen om tegemoet te komen aan de sociale noden van de Brusselaars, voor wie de hele Vlaamse gemeenschap immers verantwoordelijkheid draagt. Mijnheer Anciaux, ik meen dat wij als Nederlandstalige Brusselaars gemeenschappelijke inspanningen moeten doen ten opzichte van de Vlaamse Executieve, die weldra zal worden gevormd, om zowel van de meerderheid als van de oppositie een grotere inspanning te vragen vanwege de Vlaamse Gemeenschap voor de bejaarden, de immigranten en voor andere sociale noden, waaraan in Brussel niet werd voldaan.

Monsieur Hasquin, je remercie le groupe libéral pour sa collaboration à ce projet. Je crois que tous les groupes y ont participé et, lors de la réunion du groupe de travail en commission, chacun a fait un effort, afin que ce projet soit le plus complet possible.

Je vous en remercie.

De heer Duponcelle stelt het probleem van de definitie van de inrichting en de controle. Mijnheer Duponcelle, u hebt eveneens actief meegewerkt in de vergadering. Wij wensten deze definitie zo ruim mogelijk te formuleren. Wij weten niet of zij alle aspecten omvat, wij hopen het. Deze sector kent een permanente mutatie, elke dag worden nieuwe instellingen of soorten van instellingen met nieuwe functies uitgevonden. Wij hopen dat de definitie die wij hebben gegeven alle aspecten omvat. Indien dit niet het geval is, lijkt het mij niet onmogelijk om deze ordonnantie in de toekomst bij te sturen.

Dan is er het probleem van de sluitingen.

Allereerst moet de directie van de inrichtingen proberen een oplossing te vinden voor de personen die moeten worden verplaatst.

Indien geen regeling kan worden gevonden, moet het gemeentebestuur optreden.

Toezicht en controle geven nu weinig voldoening, maar de nieuwe administratie biedt zeker mogelijkheden voor een betere werking.

Je pense que ce que nous avons fait est largement satisfaisant. En effet, les institutions sont déjà contrôlées régulièrement et le bon fonctionnement de la nouvelle administration qui sera bientôt en place, ne pourra qu'améliorer ce contrôle.

Voor het personeel van de instellingen valt er veel te regelen met uitvoeringsbesluiten. Die zullen er weldra komen.

Mijnheer Duponcelle, meer dan met een kwestie van de inhoud van de uitvoeringsbesluiten worden wij in België, en zeker in Brussel, geconfronteerd met het probleem van aanbod

van personeel. Zullen wij morgen nog voldoende verpleegkundigen en gevormden in andere paramedische beroepen vinden die bereid zijn in de ziekenhuissector en in de rusthuizensector te werken? Wij kennen de problematiek en wij weten dat steeds minder personen kandidaat zijn voor een verpleegkundig beroep. Het beroep van verpleegkundige en sommige andere paramedische beroepen moeten dringend meer aantrekkelijk worden gemaakt.

Mevrouw Schoenmakers, ik ga akkoord met een ruime consultatie in verband met de uitvoeringsbesluiten en met de bekendmaking ervan bij de bevolking. Het zou goed zijn in de commissie of in de Adviesraad een gesprek op gang te brengen in verband met de informatie door de OCMW's, de gemeenten of misschien de bevoegde Ministers in een publikatie gericht tot de ganse Brusselse bevolking in samenwerking met de privé-inrichtingen.

Mevrouw Willame heeft gesproken over de vorming. In Brussel is ter zake nog niet veel gedaan, maar ik denk dat wij nu mogelijkheden krijgen. Wij kunnen gebruik maken van de ervaring, die op nationaal gebied bestaat, en deze aanvullen met de gegevens over de specifieke Brusselse toestand, dit alles in samenwerking met de betrokkenen.

Ik herhaal wat ik reeds heb gezegd in mijn algemene toelichting, namelijk dat de rol van de burgemeester is uitgebreid, ook en vooral in verband met sluitingen.

Mijnheer Cauwelier, er zal inderdaad snel moeten worden gewerkt aan de uitvoeringsbesluiten, onder meer in verband met de samenstelling van de advieswerkgroepen.

Met enig geluk wordt het uitvoeringsbesluit over de samenstelling van die werkgroepen morgen of een van de volgende dagen gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*. Dan krijgen wij de mogelijkheid de concrete samenstelling te geven, dus de namen in te vullen, tijdens de volgende weken. Er is nog heel wat werk te doen vóór het einde van de maand juni.

In verband met uw concrete vraag over de behandeling van de klachten kan ik u zeggen dat deze in de eerste plaats in de instelling zelf moeten worden behandeld. Wij werken echter aan een ontwerp van ordonnantie, waarin zal worden bepaald dat, buiten de klachtenbank in de instelling zelf, er ook klachten kunnen worden ingediend bij een klachtenbank van de administratie die ze zal overnemen aan de Adviesraad waarop ik reeds verschillende malen heb gealludeerd.

Mijnheer de Voorzitter, ik verheug er mij over dat het tweede ontwerp dat door het Verenigd College werd ingediend, zal worden goedgekeurd. Ik dank al degenen die daaraan hebben meegewerkt, zowel de leden van de meerderheid, als van de oppositie. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Gosuin, membre du Collège réuni.

M. Gosuin, membre du Collège réuni, compétent pour la Politique d'Aide aux personnes. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, rassurez-vous, je ne reprendrai pas l'exposé général mais je m'efforcerai d'être complémentaire. Dans cette optique, je voudrais répondre à quelques questions et plus particulièrement à celles ayant trait au contrôle. Dans la structure actuelle, malgré des visites régulières dans les institutions, nous devons renforcer nos instruments de contrôle. Des chiffres ont circulé dans la presse à savoir qu'à ce jour deux personnes seulement assuraient le service du contrôle. Je puis vous affirmer qu'en réalité, quatre personnes y travaillent et que l'objectif de recrutement à court terme est de porter ce chiffre à sept unités. Cela me paraît une garantie non seulement en termes de contrôle mais aussi, comme on

l'a précisé, en termes de recueil et d'analyse des plaintes éventuelles notamment celles qui n'auraient pas rencontré de consensus au sein même des institutions.

Comme l'a du reste mentionné M. Stalport, la menace de fermeture ne sera pas, bien sûr, exécutée les yeux fermés. Il s'agit d'une épée de Damoclès. Il faut que l'on sache que des dispositions existent et que des normes doivent être respectées; sinon l'ordonnance sera très rapidement contournée. Mais il va de soi qu'aucune mesure de fermeture ne peut être prise sans que les droits de la personne soient envisagés et des solutions trouvées, les meilleures étant évidemment le non-déplacement et des adaptations urgentes au sein même de l'institution. Croyez bien que c'est dans ce sens que nous œuvrerons.

De nombreux membres ont souligné le bien-fondé d'exigences nouvelles qui nécessitent une formation complémentaire et continue. C'est la raison pour laquelle nous pourrions établir l'inventaire des formations existantes, voire utiliser et conclure des accords de coopération avec les Communautés qui organisent déjà des formations afin que les établissements bicommunautaires trouvent également dans ces ressources les moyens d'une formation adéquate.

Des arrêtés d'exécution devront nécessairement être pris dans le cadre de cette ordonnance. Mais je rassure immédiatement tous les intervenants en ce qui concerne notre volonté de soumettre ces arrêtés, non seulement aux organes consultatifs habilités, mais également à divers associations et groupements. Ainsi, ces arrêtés d'exécution traduiront avec exactitude les besoins concrets des gens de terrain.

Voilà, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, les points que je voulais confirmer. A mon tour, je vous remercie de l'excellent travail accompli en commission et de l'appui unanime que vous ne manquez pas d'apporter à ce projet d'ordonnance. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — La discussion générale est close.

De algemene bespreking is gesloten.

DISCUSSION DES ARTICLES

ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet d'ordonnance.

Wij vatten de artikelsgewijze bespreking van het ontwerp van ordonnantie aan.

Certaines erreurs matérielles sont apparues dans le texte français et néerlandais du projet d'ordonnance tel qu'il a été adopté par la Commission.

Dans certains cas, il s'agit aussi de corrections de textes d'amendements déposés par le Collège réuni.

Il faudrait éviter que des corrections de texte soient apportées après la relecture du rapport.

Les rectifications ont été apportées au texte qui vous est soumis.

Sommige materiële vergissingen zijn aan het licht gekomen zowel in de Franse als in de Nederlandse tekst van het ontwerp van ordonnantie zoals het door de Commissie werd aangenomen.

In sommige gevallen gaat het ook om tekstverbeteringen van amendementen ingediend door het Verenigd College.

Er moet worden vermeden dat nog tekstcorrecties na lezing van het rapport worden aangebracht.

In de u voorgelegde tekst zijn hoe dan ook de nodige verbeteringen aangebracht.

Chapitre 1^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 59bis, § 4bis, alinéa 2, de la Constitution.

Hoofdstuk I. — Algemeen

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 59bis, § 4bis, tweede lid, van de Grondwet.

Pas d'observation?

Geen bezwaar?

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 2. Pour l'application de la présente ordonnance, il faut entendre par:

1^o personnes âgées: personnes âgées de 60 ans au moins;

2^o établissement hébergeant des personnes âgées:

a) habitation pour personnes âgées: maison, partie de maison ou appartement spécialement construit ou aménagé comme logement particulier pour personnes âgées;

b) résidence-service et complexe résidentiel proposant des services: un ou plusieurs bâtiments quelle qu'en soit la dénomination, constituant fonctionnellement un ensemble et comprenant des logements particuliers permettant aux personnes âgées une vie indépendante, ainsi que des équipements communs de services auxquels elles peuvent faire librement appel;

c) maison de repos: un ou plusieurs bâtiments, quelle qu'en soit la dénomination, constituant fonctionnellement une résidence collective procurant aux personnes âgées qui y demeurent en permanence un hébergement;

3^o la section: la section des institutions et services pour personnes âgées du Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes;

4^o le gestionnaire: la ou les personnes morales ou physiques exploitant un établissement visé à l'article 3;

5^o le directeur: la personne physique chargée par le gestionnaire de la direction journalière d'un établissement visé à l'article 3 et de représenter cet établissement devant l'administration;

6^o le bourgmestre: le bourgmestre de la commune où est situé l'établissement concerné.

Art. 2. Voor de toepassing van deze ordonnantie dient te worden verstaan onder:

1^o bejaarde personen: bejaarde personen van ten minste 60 jaar;

2^o inrichting die bejaarde personen huisvest:

a) woning voor bejaarde personen: huis, deel van een huis of appartement speciaal gebouwd of ingericht als individuele woning voor bejaarde personen;

b) service-residenties en residentiële gebouwen die diensten aanbieden: één of meerdere gebouwen, welke ook hun benaming is, die functioneel een geheel vormen en die privé-woningen omvatten waar bejaarde personen een zelfstandig leven kunnen leiden, evenals gemeenschappelijke dienstuitrustingen waarop de bejaarde personen vrijwillig een beroep kunnen doen;

c) rusthuizen: één of meerdere gebouwen, welke ook hun benaming is, die functioneel een collectieve residentie vormen, waar de bejaarde personen die er bestendig wonen een onderdak vinden;

3^o de afdeling: de afdeling instellingen en diensten voor bejaarden van de Adviesraad voor gezondheids- en welzijnszorg;

4^o de beheerder: de rechts- of natuurlijke persoon of personen die een in artikel 3 bedoelde inrichting exploiteert(eren);

5^o de directeur: de natuurlijke persoon door de beheerder belast met de dagelijkse leiding van een in artikel 3 bedoelde inrichting en deze inrichting tegenover de administratie te vertegenwoordigen;

6^o de burgemeester: de burgemeester van de gemeente waar de inrichting is gevestigd.

Pas d'observation?

Geen bezwaar?

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. La présente ordonnance est applicable à tout établissement visé à l'article 2, 2^o géré par une personne de droit public ou de droit privé, situé sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et qui n'a pas déclaré appartenir à l'une ou à l'autre communauté, dans lequel le logement ainsi que des aides ou des soins, soit familiaux, soit ménagers, soit infirmiers sont fournis à titre onéreux à des personnes âgées qui y résident habituellement.

Art. 3. Deze ordonnantie is toepasselijk op elke in artikel 2, 2^o bedoelde inrichting, beheerd door een publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersoon en gelegen op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, die niet verklaard heeft tot de ene of de andere gemeenschap te behoren en waar de huisvesting, alsmede hetzij familiale, hetzij huishoudelijke, hetzij verpleegkundige hulp of verzorging tegen betaling wordt verstrekt aan bejaarde personen die er gewoonlijk verblijven.

Pas d'observation?

Geen bezwaar?

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre II. — De l'agrément des établissements

Art. 4. Tout établissement visé à l'article 3 est agréé par le Collège réuni, après avis de la section.

Pour être agréé, l'établissement doit répondre aux normes fixées par le Collège réuni, après avis de la section. Ces normes se rapportent notamment aux éléments suivants:

1^o la qualification du directeur;

2^o l'admission et l'accueil des personnes âgées;

3^o le respect de la personne et des biens des personnes âgées;

4° le respect de la liberté, des convictions idéologiques, philosophiques et religieuses des personnes âgées;

5° l'alimentation, l'hygiène et les soins à dispenser;

6° les normes architecturales et de sécurité spécifiques aux établissements;

7° le nombre, la qualification et la moralité des personnes employées par l'établissement;

8° la participation des personnes âgées;

9° l'examen et le traitement des plaintes des personnes âgées;

10° le règlement d'ordre intérieur;

11° la comptabilité.

L'agrément est accordé pour une période de six ans, renouvelable.

Hoofdstuk II. — Erkenning van de inrichtingen

Art. 4. Iedere in artikel 3 bedoelde inrichting wordt door het Verenigd College erkend, na advies van de afdeling.

Om te worden erkend, moet de inrichting beantwoorden aan de normen vastgesteld door het Verenigd College, na advies van de afdeling. Die normen houden onder meer verband met:

1° de kwalificatie van de directeur;

2° het opnemen en het opvangen van de bejaarde personen;

3° de eerbied voor de persoon en de goederen van de opgenomen bejaarde personen;

4° de eerbiediging van de vrijheid, de ideologische, filosofische en godsdienstige overtuiging van deze personen;

5° de voeding, de hygiëne en de zorgverstrekking;

6° de architectonische en veiligheidsnormen die specifiek gelden voor de inrichtingen;

7° het aantal in de inrichting werkzame personen en hun kwalificatie en moraliteit;

8° de inspraak van de bejaarde personen;

9° het onderzoek en de behandeling van de klachten van de bejaarde personen;

10° het huishoudelijk reglement;

11° de boekhouding.

De erkenning wordt verleend voor een periode van zes jaar, hernieuwbaar.

Pas d'observation?

Geen bezwaar?

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 5. Une autorisation de fonctionnement provisoire est accordée par le Collège réuni ou par son délégué, à l'établissement qui introduit une demande d'agrément, pour autant que soient remplies les conditions de recevabilité fixées par lui, après avis de la section.

Cette autorisation est accordée pour une période d'un an, renouvelable une fois. Elle est notifiée au gestionnaire dans les soixante jours après la réception de la demande.

Art. 5. Door het Verenigd College of zijn afgevaardigde wordt een voorlopige werkingsvergunning toegekend aan de inrichting waarvoor een erkenningsaanvraag wordt ingediend, voor zover de door hem, na advies van de afdeling, vastgestelde ontvankelijkheidsvoorwaarden vervuld zijn.

Die vergunning wordt verleend voor een periode van één jaar, éénmalig hernieuwbaar. Zij wordt aan de beheerder betekend binnen zestig dagen na de ontvangst van de aanvraag.

Pas d'observation?

Geen bezwaar?

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 6. L'agrément et l'autorisation de fonctionnement provisoire ne sont valables que pour l'établissement situé à l'adresse indiquée dans la demande d'agrément. Ils prennent fin de plein droit en cas de changement du gestionnaire.

La mention de l'agrément ou de l'autorisation de fonctionnement provisoire doit figurer sur tous les actes, factures, lettres, notes de commandes et autres documents émanant de l'établissement.

Le nom et le numéro d'agrément ou d'autorisation de fonctionnement provisoire de l'établissement font l'objet d'un affichage bien apparent à l'extérieur de l'établissement.

Art. 6. De erkenning en de voorlopige werkingsvergunning gelden slechts voor de inrichting gevestigd op het adres vermeld in de erkenningsaanvraag. Zij vervallen van rechtswege in geval van verandering van de beheerder.

De erkenning of de voorlopige werkingsvergunning moet worden vermeld op alle akten, facturen, brieven, bestelbons en andere stukken uitgaande van de inrichting.

De naam en het nummer van erkenning of voorlopige werkingsvergunning van de inrichting worden goed zichtbaar op de voorgevel van de inrichting vermeld.

Pas d'observation?

Geen bezwaar?

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 7. Lorsqu'il est constaté que les conditions déterminées par l'article 4, alinéa 2, ne sont pas ou ne sont plus respectées, l'agrément est refusé ou retiré, après avis de la section.

Le Collège réuni fixe, après avis de la section, les modalités selon lesquelles les décisions de retrait ou de refus d'agrément sont notifiées et exécutées.

Art. 7. Wanneer wordt vastgesteld dat de voorwaarden van artikel 4, tweede lid, niet of niet meer worden nageleefd, wordt de erkenning geweigerd of ingetrokken, na advies van de afdeling.

Het Verenigd College legt, na advies van de afdeling, de modaliteiten vast voor de betekening en de uitvoering van de beslissingen tot intrekking of weigering van erkenning.

Pas d'observation?

Geen bezwaar?

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 8. Le Collège réuni ordonne, après avis de la section, la fermeture d'un établissement hébergeant des personnes âgées et qui ne répond pas aux normes visées à l'article 4, alinéa 2.

Le Collège réuni fixe, après avis de la section, la procédure et les modalités pour l'exécution de cette décision.

Art. 8. Het Verenigd College beveelt, na advies van de afdeling, de sluiting van een inrichting die bejaarden huisvest en die aan de in artikel 4, tweede lid, bedoelde normen niet beantwoordt.

Het Verenigd College legt, na advies van de afdeling, de procedure en de modaliteiten vast voor de uitvoering van deze beslissing.

Pas d'observation?

Geen bezwaar?

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 9. Lorsque des raisons d'extrême urgence de santé publique ou de sécurité le justifient, le Collège réuni peut ordonner, par décision motivée et à titre provisoire, la fermeture immédiate d'un établissement.

Il en informe immédiatement la section. Il prend une décision définitive après avis de celle-ci, rendu dans les trente jours.

Art. 9. Wanneer uit het oogpunt van de volksgezondheid of veiligheid uiterst dringende redenen zulks wettigen, kan het Verenigd College in een met redenen omklede beslissing en als voorlopige maatregel, de onmiddellijke sluiting van een inrichting bevelen.

Het geeft daarvan onverwijld kennis aan de afdeling. Het neemt een definitieve beslissing na het advies van deze afdeling te hebben ingewonnen, dat binnen de dertig dagen wordt gegeven.

Pas d'observation?

Geen bezwaar?

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 10. Toute décision d'agrément, d'autorisation de fonctionnement provisoire, de refus ou de retrait d'agrément et de fermeture, est communiquée au bourgmestre dans les soixante jours. Celui-ci tient un registre des établissements hébergeant des personnes âgées sur le territoire de sa commune. Ce registre est accessible à la population.

Art. 10. Iedere beslissing tot erkenning, tot voorlopige werkingsvergunning, tot weigering of tot intrekking van erkenning en tot sluiting wordt binnen de zestig dagen aan de

burgemeester meegedeeld. Hij houdt een register bij van de inrichtingen die bejaarden huisvesten op het grondgebied van zijn gemeente. Dit register is toegankelijk voor de bevolking.

Pas d'observation?

Geen bezwaar?

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre III. — Recours

Art. 11. Un recours suspensif peut être introduit auprès d'une Commission de recours, présidée par un magistrat, contre toute décision de fermeture d'un établissement ainsi que de refus ou de retrait d'agrément d'un établissement.

Le Collège réuni règle la composition et le fonctionnement de cette Commission. Il détermine la procédure et les délais du recours.

Lorsqu'il est fait application de l'article 9, le recours n'est pas suspensif.

Hoofdstuk III. — Beroep

Art. 11. Tegen elke beslissing tot sluiting van een inrichting alsmede tot weigering of intrekking van de erkenning van een inrichting kan bij een Commissie van Beroep, voorgezeten door een magistraat, een opschortend beroep worden ingesteld.

Het Verenigd College regelt de samenstelling en de werking van die Commissie. Het bepaalt de procedure en de termijnen van het beroep.

Wanneer artikel 9 wordt toegepast, is het beroep niet opschortend.

Pas d'observation?

Geen bezwaar?

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre IV. — Inspection

Art. 12. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires de l'administration de la Commission communautaire commune, désignés par le Collège réuni, surveillent l'application des dispositions de la présente ordonnance et des arrêtés pris en exécution de celle-ci.

Cette surveillance comporte notamment le droit de visiter, à tout moment, dans le respect de l'inviolabilité du domicile, les établissements et de prendre connaissance, sans déplacement, de l'ensemble des pièces et documents.

Hoofdstuk IV. — Inspectie

Art. 12. Onverminderd de bevoegdheid van de officieren van de gerechtelijke politie, zien de ambtenaren van de administratie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

sie, aangewezen door het Verenigd College, toe op de toepassing van de bepalingen van deze ordonnantie en van de krachtens deze ordonnantie genomen besluiten.

Dit toezicht brengt onder meer het recht mee op elk ogenblik de inrichtingen te bezoeken met inachtneming van de onschendbaarheid van de woning, en ter plaatse zelf kennis te nemen van alle stukken en bescheiden.

Pas d'observation?

Geen bezwaar?

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 13. Les fonctionnaires visés à l'article 12 constatent les infractions par procès-verbaux. Une copie est adressée aux contrevenants, au bourgmestre et au Procureur du Roi dans les quinze jours suivant la constatation de l'infraction.

Art. 13. De in artikel 12 bedoelde ambtenaren stellen de overtredingen vast in processen-verbaal. Afschrift wordt aan de overtreders, aan de burgemeester en aan de Procureur des Konings toegezonden binnen de veertien dagen na de vaststelling van de overtreding.

Pas d'observation?

Geen bezwaar?

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre V. — Dispositions pénales et de police administrative

Art. 14. § 1^{er}. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 500 à 5 000 francs par personne âgée hébergée dans son établissement :

1^o le gestionnaire qui exploite un établissement soit sans avoir obtenu l'agrément ou l'autorisation de fonctionnement provisoire prévus par les articles 4 et 5, soit en contravention à une décision de refus, de retrait d'agrément ou de fermeture;

2^o le gestionnaire qui mentionne indûment l'agrément ou l'autorisation de fonctionnement provisoire.

§ 2. Le gestionnaire qui exploite un établissement en infraction aux dispositions de la présente ordonnance et des arrêtés pris en exécution de celle-ci, est civilement responsable du paiement des amendes et des frais de justice auxquels le directeur est condamné.

§ 3. A titre de mesure de sûreté, les cours et tribunaux peuvent prononcer, en outre, contre les auteurs d'infractions aux dispositions de la présente ordonnance et de ses arrêtés d'exécution, l'interdiction d'exploiter ou de diriger, personnellement ou par personne interposée, pendant une durée qu'ils déterminent, un établissement visé à l'article 3.

L'interdiction produit ses effets huit jours après la signification de la condamnation. L'infraction à cette interdiction est punie d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 1 000 à 5 000 francs par personne âgée hébergée dans l'établissement.

Hoofdstuk V. — Strafbepalingen en bepalingen inzake administratieve politie

Art. 14. § 1. Wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met een geldboete van 500 tot 5 000 frank per bejaarde persoon gehuisvest in zijn inrichting:

1^o de beheerder die een inrichting exploiteert ofwel zonder de in de artikelen 4 en 5 bedoelde erkenning of voorlopige werkingsvergunning te hebben bekomen ofwel in overtreding van een beslissing tot weigering of intrekking van een erkenning of een beslissing tot sluiting;

2^o de beheerder die ten onrechte melding maakt van de erkenning of de voorlopige werkingsvergunning.

§ 2. De beheerder die met overtreding van de bepalingen van deze ordonnantie of uitvoeringsbesluiten ervan een inrichting exploiteert is burgerlijk aansprakelijk voor de geldboeten en gerechtskosten waartoe de directeur wordt veroordeeld.

§ 3. Bij wijze van veiligheidsmaatregelen kunnen de hoven en rechtbanken bovendien verbieden dat de overtreders van de bepalingen van deze ordonnantie en haar toepassingsbesluiten een in artikel 3 bedoelde inrichting zouden exploiteren of leiden, zowel persoonlijk als via een tussenpersoon, gedurende een door hen te bepalen periode.

Het verbod treedt in werking acht dagen na het betekenen van de veroordeling. Overtreding van dit verbod wordt gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot zes maanden en met een geldboete van 1 000 tot 5 000 frank per bejaarde persoon gehuisvest in de inrichting.

Pas d'observation?

Geen bezwaar?

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre VI. — Dispositions finales et transitoires

Art. 15. La loi du 12 juillet 1966 relative aux maisons de repos pour personnes âgées, modifiée par la loi du 10 mai 1967, est abrogée en ce qui concerne les établissements visés à l'article 3 relevant de la compétence de la Commission communautaire commune, à l'exception de l'article 8, § 4.

Hoofdstuk VI. — Slot- en overgangsbepalingen

Art. 15. De wet van 12 juli 1966 op de rustoorden voor bejaarden, gewijzigd bij de wet van 10 mei 1967, wordt opgeheven wat betreft de in artikel 3 bedoelde inrichtingen die onder de bevoegdheid van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie vallen, met uitzondering van artikel 8, § 4.

Pas d'observation?

Geen bezwaar?

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 16. L'arrêté royal du 18 août 1987 fixant les normes auxquelles doivent répondre les maisons de repos pour personnes âgées, établies dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui, en raison de leur organisation, ne doivent pas être

considérées comme appartenant exclusivement à l'une ou l'autre Communauté, et l'arrêté royal du 18 août 1987 fixant la procédure relative à l'agrément provisoire, à l'agrément et à la fermeture des maisons de repos pour personnes âgées, établies dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui, en raison de leur organisation, ne doivent pas être considérées comme appartenant exclusivement à l'une ou à l'autre Communauté restent applicables jusqu'à la date d'entrée en vigueur des arrêtés d'exécution de la présente ordonnance.

Art. 16. Het koninklijk besluit van 18 augustus 1987 tot vaststelling van de normen waaraan de rustoorden voor bejaarden, gevestigd in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad die, wegens hun organisatie, niet moeten beschouwd worden als uitsluitend behorend tot de ene of de andere Gemeenschap, moeten voldoen, en het koninklijk besluit van 18 augustus 1987 tot vaststelling van de procedure betreffende de voorlopige erkenning, de erkenning, de weigering en de intrekking van de erkenning en de sluiting van de rustoorden voor bejaarden, gevestigd in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad die, wegens hun organisatie, niet moeten beschouwd worden als uitsluitend behorend tot de ene of de andere Gemeenschap blijven van toepassing tot de datum van inwerkingtreding van de uitvoeringsbesluiten van deze ordonnantie.

Pas d'observation?

Geen bezwaar?

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 17. Par mesure transitoire et dans le respect des normes fixées en vertu de l'article 3 de la loi précitée du 12 juillet 1966, les établissements agréés définitivement avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance conservent leur agrément pour une période d'un an.

Les établissements agréés provisoirement avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance conservent leur agrément jusqu'à l'expiration du terme prévu.

Art. 17. Bij wijze van overgangsmaatregel en met inachtneming van de normen vastgesteld krachtens artikel 3 van de bovenvermelde wet van 12 juli 1966, behouden de inrichtingen die vóór de inwerkingtreding van deze ordonnantie definitief erkend waren hun erkenning voor een periode van één jaar.

De inrichtingen die vóór de inwerkingtreding van deze ordonnantie voorlopig waren erkend behouden hun erkenning tot het verstrijken van de voorziene termijn.

Pas d'observation?

Geen bezwaar?

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 18. La présente ordonnance est applicable aux demandes d'agrément introduites avant son entrée en vigueur.

L'établissement pour lequel une telle demande a été introduite bénéficie de plein droit d'une autorisation de fonctionnement provisoire pour autant qu'il remplisse les conditions prévues par l'article 5, alinéa 1^{er}. Cette autorisation est renouvelable deux fois, par dérogation à l'article 5, alinéa 2.

Art. 18. Deze ordonnantie is toepasselijk op de erkenningsaanvragen die vóór de inwerkingtreding ervan werden ingediend.

De inrichting waarvoor een dergelijke aanvraag werd ingediend, krijgt van rechtswege een voorlopige werkingsvergunning voor zover zij aan de in artikel 5, eerste lid, bedoelde voorwaarden voldoet. In afwijking van artikel 5, tweede lid, is deze vergunning tweemaal hernieuwbaar.

Pas d'observation?

Geen bezwaar?

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 19. Les dispositions de la présente ordonnance entrent en vigueur à la date fixée par le Collège réuni et au plus tard le 1^{er} juillet 1992.

Art. 19. De bepalingen van deze ordonnantie treden in werking op de door het Verenigd College vastgelegde datum en uiterlijk op 1 juli 1992.

— Pas d'observation?

Geen bezwaar?

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Nous procéderons tout à l'heure au vote nominatif sur l'ensemble du projet d'ordonnance.

Wij zullen straks tot de naamstemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie overgaan.

La séance plénière de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune de ce matin est close. L'Assemblée reprendra ses travaux tout à l'heure, après la réunion du Conseil régional.

De plenaire vergadering van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie wordt gesloten.

Zij zal zo dadelijk haar werkzaamheden hernemen, d.w.z. na de vergadering van de Hoofdstedelijke Raad.

— La séance est levée à 11 h 05.

De vergadering is gesloten om 11 u. 05.